Nouvelle Époque

"Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses"



53E CONGRÈS DE LA CGT

REFLET DE LA LUTTE DES CLASSES

P.6

N° 9 - mai/juin 2023 - 2 €

nouvelleepoque.fr

APRÈS LA BATAILLE DES RETRAITES...

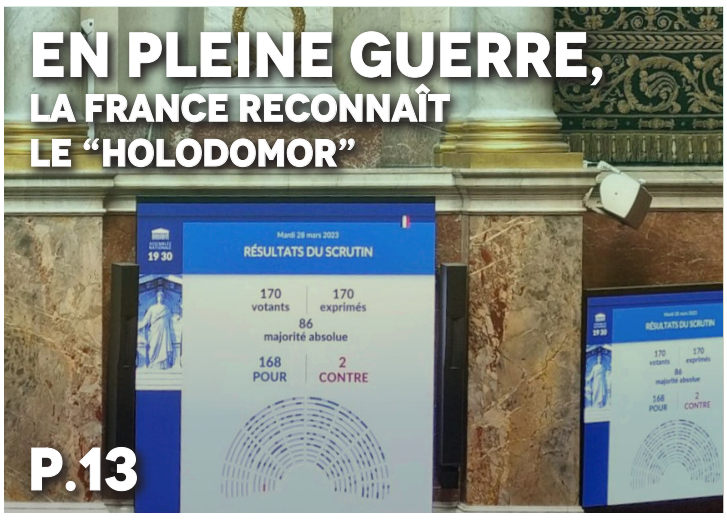
OUVRONS UNE NOUVELLE PÉRIODE !





SANS STRATÉGIE CLAIRE, PAS DE RÉVOLUTION

P.14



EN PLEINE GUERRE, LA FRANCE RECONNAÎT LE "HOLODOMOR"

P.13

UN 1ER MAI HISTORIQUE, COMBATIF ET UNITAIRE P.4, 7, 16

L'éditorial

OUVRONS UNE NOUVELLE PÉRIODE !

La situation est claire, le monde affronte la plus grande crise de son Histoire. Le système économique mondial, fondé sur le pillage des pays du tiers-monde, est entré en décomposition. Plus rien ne sera comme avant, plus rien ne sera stable, les tendances actuelles vont s'approfondir et s'exacerber. Dans le système capitaliste il y a deux tendances principales, intimement liées, qui ne peuvent être séparées : la révolution et la contre-révolution. La contre-révolution, c'est ce que nous voyons à première vue : la tendance à la guerre entre puissances, avec par exemple tout le jeu autour de la guerre en Ukraine et en arrière-fond la lutte pour l'hégémonie mondiale entre les Etats-Unis et la Chine. La contre-révolution, c'est aussi la réactionnarisation, avec les lois de plus en plus liberticides, anti-ouvrières qui tentent de museler la moindre opposition, l'autonomisation de la police, les tendances putschistes de secteurs de l'armée, etc. C'est évidemment un aspect extrêmement important, mais ne voir que cela, c'est assurément ne pas comprendre la tendance historique qui est la Révolution Prolétarienne. Partout dans le monde, les Masses populaires se révoltent, s'organisent, cherchent leur voie vers l'émancipation et affrontent la réaction les armes à la main dans de transcendantes Guerres Populaires, et c'est pour cela que nous connaissons le phénomène de réactionnarisation, car les réactionnaires tentent de conjurer le sort. En France, la séquence de lutte intense qui s'est déroulée avec la bataille des retraites a montré encore une fois que les Masses sont prêtes à un grand changement. L'apparente victoire de la réaction n'est qu'une victoire à la Pyrrhus : chaque passage en force du gouvernement contre la majorité des Francais ne fait que renforcer la tendance à l'explosion et accélérer la crise du regime.

En France la situation est donc la même, la crise économique est profonde, la colère aussi. Clairement, les Masses ne veulent plus être gouvernées comme avant, le désir de Révolution est immense. La question du Pouvoir est dans toutes les bouches d'une façon ou d'une autre. Comme miroir et second aspect de la contradiction, l'Etat impérialiste est entré dans une phase de réactionnarisation accélérée, simplement parce qu'il sait qu'il ne peut plus gouverner comme avant. Nous avons affaire à une crise de régime en développement. Nous avons là l'exacte situation en développement que le Grand Lénine nous a enseigné, au sujet de quand arrive une Révolution. C'est la situation objective que la France vit, et c'est pour cela que nous disons que le pays connaît une situation révolutionnaire en développement inégal.

Cela ne signifie pas que le « Grand Soir » est pour demain, mais que le processus s'est objectivement enclenché. Il est inégal car rien ne se développe de manière uniforme, ce développement connait des accélérations et des ralentissements.





Il est maintenant clair que toute cette colère, cette rage doit être organisée afin qu'elle se concrétise en une Révolution politique qui abattra le régime honni et en une révolution économique qui expropriera les monopolistes, veritables maîtres du pays. La seule question est donc l'absence d'un Etat-major révolutionnaire guidant le peuple vers le Pouvoir. Cet Etat-major ne peut se développer que dans la lutte des classes, c'est-à-dire dans le combat titanesque entre les forces populaires - dont le coeur est la classe ouvrière -, et la bourgeoisie et ses laquais.

Nous ne pouvons plus contempler et subir les soubresauts et révoltes du pays, reflets de la crise économique profonde : nous devons les impulser. La révolte doit passer de spontanée à organisée, scientifique, orientée dans le seul but de la conquête totale et inconditionnelle du Pouvoir pour le Prolétariat. Nous ne devons plus être force de réaction mais d'action et, donc, participer activement à la situation révolutionnaire en développement dans le pays. De plus en plus de secteurs du Peuple sont prêts pour un affrontement sans conditions avec le vieil ordre. La crise est telle que cela touche aujourd'hui les secteurs syndiqués, qui sont souvent dans des secteurs économiques relativement privilégiés.

C'est pour cela que nous affirmons que le 1er mai de cette année n'était pas la fermeture de la séquence « Bataille des retraites » mais l'ouverture d'une nouvelle phase de la lutte des classes dans le pays au cours de laquelle la Classe, aujourd'hui en soi, va redevenir Classe pour soi. Concrètement l'heure est au militantisme combatif, aux grandes campagnes de mobilisation contre le Régime pourri, au travail de politisation dans tous les secteurs du peuple et à l'organisation de la colère en augmentant toujours plus notre combativité et notre détermination. Nous devons briser le cadre, faire imploser la normalité, sortir des sentiers battus, devenir incontrôlables et ingouvernables, c'est cela l'affrontement classe contre classe. Sous chaque coup de boutoir, l'Etat se dévoilera pour ce qu'il est en substance : un pur instrument de répression des riches et des puissants contre les créateurs de toute richesse, les prolétaires. Quant à la répression, elle sera un combustible pour la révolte et non un frein, nous ne devons craindre que notre inaction.

Alors au feu les vieilles certitudes pourries, au feu les hésitations, au feu les doutes : l'époque est de braise. Alors, oui, comme nos illustres ancêtres : ayons de l'audace, de l'audace et encore de l'audace. ■

Le Comité de Rédaction de Nouvelle Epoque

SOMMAIRE

Lutte des classes

1er mai 2023 : historique, combatif et unitaire (p. 4)

Le 53e congrès de la CGT, reflet de la lutte des classes dans le pays (p. 6)

Lyon : pourquoi ce 1er mai était-il historique ? (p. 7)

Le Comité de Lutte, un outil au service du peuple (p. 9)

Brèves de presse (p. 11)

L'impérialisme et ses guerres

Mayotte, nouvelle école de la répression française (p. 12)

En pleine guerre, la France reconnaît officiellement le "Holodomor" (p. 13)

Vers la Révolution

Noyau d'Etude Marxiste : "Contre le radical-réformisme" (p.14)

Le 1er mai d'une nouvelle époque (p. 16)

International

Parution du nouveau journal international en ligne *The Red Herald* (p. 18)

Communiqué de Partizan suite aux attaques récentes de l'Etat turc (p. 19)

#DrSernasPresentacionConVida : déjà 5 ans de trop ! (p. 20)

1ER MAI 2023

HISTORIQUE, COMBATIF ET UNITAIRE





Lyon




Saint-Etienne



Toulouse



Nantes







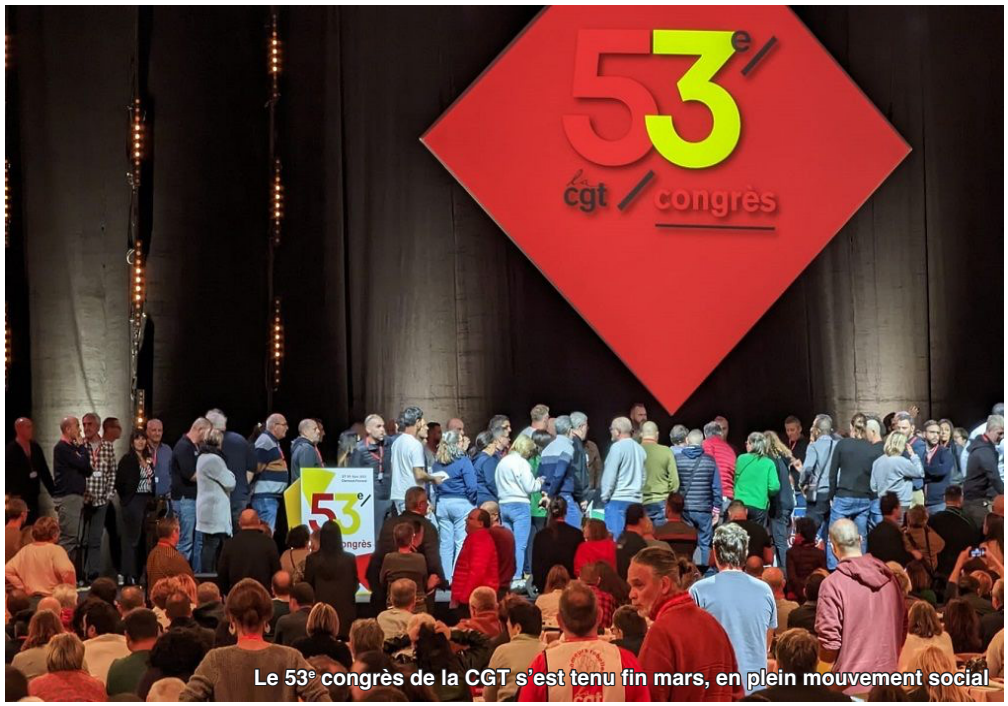






Cette compilation photo est loin d'être exhaustive : il nous est impossible de montrer jusqu'au bout la réalité de ce 1er mai 2023, qui fut véritablement exceptionnel sur tous les plans. Pour plus d'informations sur les actions menées dans différentes villes, rendez-vous sur notre twitter (@nlleepoque) ou sur celui de la Cause du Peuple (@Cause_du_Peuple). Vous pourrez aussi y retrouver des photos supplémentaires, des vidéos, ainsi que les brèves écrites par nos correspondants sur place. **Vive le 1er mai !**

Le 53e Congrès de la CGT, reflet de la lutte des classes dans le pays



Le 53e congrès de la CGT s'est tenu fin mars, en plein mouvement social

Après une semaine d'un congrès historique marqué par le sceau de la lutte des classes, la direction sortante a du accepter un compromis : Sophie Binet. La nouvelle secrétaire générale vient de la CGT Cadres est n'est liée ni de près ni de loin à la classe ouvrière.

Le Congrès avait pourtant bien commencé : le bilan avait été rejeté, une première dans l'histoire du syndicat. Mais tout a été fait pour écarter Olivier Mateu (UD CGT 13) du poste de Secrétaire Général, alors qu'il portait assurément, dans ce contexte, la ligne de gauche, c'est-à-dire une CGT qui lutte pour l'émancipation dans la lutte des classes et non comme un corps intermédiaire de conciliation. Il était l'espoir pour beaucoup du retour du syndicat combatif de classe et du redémarrage de la bataille des retraites qui sous la direction de l'intersyndicale dépolitisée nous mène vers une défaite.

Jusqu'au bout la bataille a été serrée, car la base ouvrière et combative de la CGT refusait une énième direction réformiste. La direction sortante a du s'appuyer sur l'appareil de la CGT contre la Politique, contre les intérêts profonds de la Classe, mais aussi par des magouilles ouvertes. Nous voyons comment des statuts peuvent servir contre le drapeau rouge, la bureaucratie ne peut se perpétuer qu'en allant contre la Politique. Les réformistes ont quand même du accepter un compromis en la personne de Sophie Binet, première secrétaire qui ne sera pas passée par le PCF (Parti «Communiste» Français), mais qui sera secondée par un proche de Fabien Roussel tout de même.

Le cadre de ce Congrès, c'est bien sur la bataille contre la réforme des retraites, un mouvement dur qui a aiguisé les contradictions dans le pays, premier mouvement depuis l'émergence de la crise aigue à la suite du COVID et de la guerre en Ukraine.

La CGT, comme syndicat (et comme toute chose), n'est que le reflet du niveau de luttes des classes dans le pays. Nous n'arrêtons pas de le dire, et les faits le prouvent, une nouvelle ère de Révolutions Prolétariennes s'ouvre avec la crise de décomposition de l'impérialisme. Le Congrès a été l'expression de cette recomposition de la classe, du passage de la classe *en soi* à classe *pour soi*. Tout cela n'est certes que les prémices de ce mouvement de conscience qui ne peut être que le fruit du développement de la lutte des classes dans le pays.

Ce Congrès a été aussi l'exemple pratique de l'opportunisme sur la question des femmes. La clique dirigeant le syndicat n'a pas hésité à sortir la carte "féministe" pour tenter d'imposer son candidat, comme si son caractère de femme était supérieur à la condition de classe. Les syndiqués des deux sexes ne sont pas tombés dans ce dispositif jouant sur la juste lutte des femmes pour leur émancipation. Le Congrès a rejeté à une très large majorité la condition (en l'occurrence la parité) aux statuts de la CGT pour candidater à la Commission Exécutive Confédérale (CEC) que voulait imposer le Bureau Confédéral. Cela peut paraître une contradiction, si on lit les choses hors de la grille de lecture de classe, que des femmes votent contre. Nous voyons que plus que jamais, ce que disait le grand révolutionnaire péruvien Mariatégui est juste : "*Dans le paysage humain actuel, la classe différencie les individus plus que le sexe.*" Est-ce qu'une femme cadre coupée de la classe va mieux servir les intérêts des femmes prolétaires qu'un homme ouvrier portant la lutte des classes, et de fait le vrai combat pour l'émancipation du genre humain ? La réponse est claire et sans équivoque. Les femmes prolétaires savent où sont leurs intérêts. Tout cela confirme la ligne portée par notre journal qui, bien qu'à contre-courant de l'hégémonie de la pensée petit-bourgeoise et bourgeoise sur cette question, est juste.

Ne voyons pas ce Congrès comme une défaite, cela signifie que la démocratie dans le syndicat est bien vivante, que la conscience de classe est présente, que d'immenses perspectives s'ouvrent pour le développement de la Révolution dans le pays. Nous pouvons imaginer que lors du prochain Congrès, les magouilleurs ne pourront plus jouer la même partition, car tout est apparu de manière limpide aux yeux du plus grand nombre. Voyons ce Congrès comme le premier de la nouvelle époque qui s'ouvre, ou plus justement comme le dernier de l'ancienne. Plus que jamais, les révolutionnaires doivent s'impliquer dans le syndicat et, en parallèle, porter la nécessité de l'organisation politique. Sans un Parti révolutionnaire reconstitué guidé par le Marxisme de notre époque, le syndicat ne pourra pas retrouver son rôle historique dans la longue lutte pour l'émancipation du genre humain. ■

Lyon : pourquoi ce 1er mai était-il historique ?



L'avant du cortège de la manifestation du premier mai à Lyon

Le 1er mai 2023 a été particulièrement marquant. D'abord, la mobilisation a été particulièrement importante. Si la préfecture minore les chiffres, selon les syndicats il y avait encore plus de monde dans la rue que le 1er mai 2002, alors déroulé dans un contexte exceptionnel. A Lyon, selon la CGT, ce sont 45 000 personnes qui ont défilé, dont un immense "*black block*" de plusieurs milliers de personnes, lui-même part d'un cortège combatif qui représentait peut-être le tiers de la manifestation. Ce n'est pas la seule ville où la mobilisation combative a été aussi suivie.

A Lyon, l'évidence c'est que les masses se sont saisies de la combativité. Nous avons pu y voir les activistes révolutionnaires au cœur du cortège combatif, avec des messages anti-impérialistes et synthétisant la colère des masses sous forme de graffitis et de banderoles, et des messages de soutien internationalistes, en particulier autour de la libération nationale de la Palestine.

Mais ce sont surtout les masses qui ont montré un niveau supérieur d'engagement.

D'abord, il faut le constater : la jeunesse étudiante radicale n'est plus seule. En effet, de nombreux jeunes, lycéens, apprentis, issus des quartiers ou politisés par les gilets jaunes, les jeunes du cœur de la classe ouvrière en somme, ont rejoint les cortèges combatifs. C'est la vérité absolue, décrite par le Président Gonzalo (chef du Parti Communiste du Pérou) : *c'est la violence organisée qui agrège les masses à la révolution*. Sans violence, pas d'organisation des masses pour la révolution. Nous avons vu également dans les cortèges combatifs de nombreux militants sincères d'organisations politiques ou syndicales, voyant bien qu'il faut aller « plus loin ».

Enfin, les affrontements ont pris un caractère systématique. Une manifestation sans affrontements est de plus en plus considérée comme une randonnée en centre-ville sans intérêt.

De nombreuses personnes des masses ont condamnés « officiellement » les violences ; pour ensuite avouer qu'elles s'étaient servies dans les magasins dévalisés, qu'elles étaient heureuses de voir la police en difficulté, ou encore que les agences d'intérim et banques retournées leur offrait un sentiment de « revanche ». Nous avons vu des femmes des quartiers populaires, des jeunes apprentis, des ouvriers et ouvrières entrer massivement dans le bloc de tête, venir soutenir la jeunesse combative. Pourquoi ? Parce que les masses savent très bien que seule la violence accouche l'histoire, que toute mobilisation n'est qu'une façon de soutenir ceux qui exercent la violence, c'est-à-dire le Front Unique en formation.

Cette conscience que la violence est l'arme des opprimés et des révoltés est paradoxalement à la fois diffuse et aigüe, même au sein de l'immense masse ouvrière coincée dans le réformisme nauséabond de la NUPES, ou même pire dans les conceptions fascistes du FN.

A Lyon, nous avons vu que la fraction avancée des masses était consciente de cette réalité. Bien sûr, ce ne sont « que » quelques milliers de personnes préparées, et peut être 3 ou 4 fois plus de personnes combatives. Mais tout de même. Cette force est immense. Organisée, politisée et dirigée, cette force peut faire de Lyon un bastion de la Révolution. D'autant que les quartiers populaires, les quartiers ouvriers, où se concentrent les masses les plus pauvres, ne sont pas encore entrés dans la lutte et ne demandent qu'à être organisés, politisés et dirigés.

2002 était une manifestation pacifique, aujourd'hui les affrontements, s'ils restent de fait symboliques et sont restés cantonnés dans un cadre gérable par le pouvoir bourgeois, ont été particulièrement violents et massifs. Des jeunes ont menés la lutte, bien sûr, mais avec eux, nous avons vu des militants d'orga-

nisations opportunistes les soutenir de tout leur cœur, comprenant que seule la lutte combative pouvait aboutir. Nous avons vu des mères de famille, des retraités, des travailleurs agés, se porter dans le cortège combatif, pour soutenir la jeunesse radicale. Même dans les directs des monopoles bourgeois comme BFMTV, nous avons pu voir des « honnêtes travailleurs » soutenir ouvertement la violence !

Enfin, nous voyons la jonction, l'unité de la jeunesse prolétaire la plus avancée et de la jeunesse étudiante la plus combative. Le slogan révolutionnaire « *Ouvrier – Etudiants : unis-nous vaincrons !* » se matérialise dans les faits.

Cela posera de nouvelles questions. Les manifestations encadrées de centre-ville ont elle encore un sens quand les masses veulent bloquer, affronter les laquais du pouvoir ? Les opportunistes ont beau jeu de dénoncer une stratégie inefficace. Ils peuvent prétendre que, parce que le black block dans les manifs de centre-ville n'est pas la tactique la plus pertinente, alors toute violence spontanée des masses n'est pas pertinente.


Capture d'écran d'une vidéo publiée sur Facebook

De plus, l'arrivée des fractions avancées de la classe ouvrière dans le mouvement révolutionnaire va également balayer toutes les fausses questions et diversions du post modernisme, balayer également le révisionnisme rance et pacificateur. La question de comment changer les choses, comment gagner, c'est-à-dire la question de la stratégie révolutionnaire, de l'organisation dans des cadres nouveaux, se pose aux masses. Qui y répondent par la combativité, l'abnégation.

Les révolutionnaires organisés et les masses été a la hauteur de la manifestation du 1er mai, à la hauteur du mouvement contre la réforme des retraites, au niveau que la situation pré-révolutionnaire exige. A Lyon comme ailleurs, le 1er mai aura été explosif, et révolutionnaire. La combativité des révolutionnaires, des masses, des organisations de classe a offert une journée noire pour la bourgeoisie, alors, qu'ils le soient toujours car le futur est radieux ! ■



Le cortège noyé sous les gaz lacrymogènes

Le Comité de Lutte, un outil de combat au service du peuple



Manifestation contre la réforme des retraites et l'inflation organisée par le Comité de Lutte de Lyon, 6 mai 2023

A Lyon et dans sa métropole, le Comité de Lutte de Lyon se développe depuis le 19 janvier 2023, à l'initiative de différents acteurs. Suite à la première grande journée de manifestation nationale, un appel lancé par le groupe « Inflaction » circule sur les réseaux, pour se réunir dès le soir même et organiser la suite de la mobilisation. Plusieurs appels en ce sens circulaient déjà par des groupes révolutionnaires, des gilets jaunes, autonomes, et c'est ainsi qu'une centaine de personnes se réunit à la Guillotière à la suite de la manifestation.

Ce Comité de Lutte est « *un espace d'organisation ou peuvent se retrouver syndiqué.es, étudiant.es, précaires, chômeurs et chômeuses, personnes non organisé.es. Il est à la fois un point d'appui aux luttes en cours et une force d'initiative qui vise aussi bien à organiser la solidarité matérielle à la base, qu'à intensifier l'offensivité du mouvement contre l'ensemble des conditions qui précarisent nos vies* ». Ce Comité vise donc à lutter contre la réforme des retraites mais également contre son monde, soit le capitalisme. Ce Comité organise des assemblées générales interprofessionnelles, qui visent à multiplier les actions de lutte pour le retrait de la réforme des retraites et l'organisation à la base de la solidarité de classe : contre la répression, pour le soutien financier et juridique, pour le soutien moral des camarades en grève. Il se mobilise en complément et non en concurrence de l'agenda syndical.

Les activistes de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR), tout comme nous, s'y activent. En effet, les activistes anti-opportunistes soutiennent la ligne d'unité à la base, de décision démocratique, seule voie pour lutter contre les réformes injustes. Nous avons ainsi pu suivre au plus proche le développement de ce comité.

Pour les activistes révolutionnaires, l'Assemblée Générale du Comité de Lutte est un formidable outil pour l'unité à la base. Dès le 26 janvier, l'A.G. invitait syndiqués et non syndiqués à se réunir pour augmenter l'intensité de la lutte des classes. Des ouvriers et ouvrières, dont des cheminots, gaziers, postiers, intérimaires de la logistique, prolétaires de la grande distribution mais aussi des travailleurs et travailleuses de la culture, employés, enseignants se retrouvent et décident collectivement des actions à mener. Les premiers jalons sont posés : augmenter l'intensité de la lutte fin janvier, pour enraciner celle-ci alors que les journées d'action de l'intersyndicale sont encore largement espacées. L'A.G. permet de compléter la stratégie de l'Intersyndicale. Celle-ci cherchait à permettre aux masses de vérifier l'hégémonie de l'opinion contre la réforme, de se compter, de prendre confiance en elles. L'A.G. du C.L. permet de construire le front combatif entre ces journées et de maintenir une tension contre le gouvernement.

Bien sûr, appeler à l'unité en parole est une simple formule rhétorique. Tous les opportunistes, de « gauche », comme de droite, refusent dans les faits l'unité, au nom de « *divergences politiques* ». Cela ne les empêche pas d'appeler à l'unité – autour d'eux, et de leurs stratégies, bien entendu. C'est donc dans l'action qu'il faut gagner les masses. Dès les premiers jours, barrages filtrants, opérations péages gratuits, blocages, soutien aux caisses de grèves permettent d'agréger plus d'une centaine de personnes régulièrement actives, issus de nombreux courants politiques, simples militants syndicaux ou étudiants et étudiantes. Le Comité de Lutte met ainsi rapidement en pratique ses mots d'ordre combatifs, le MEDEF et une permanence de député sont recouverts d'affiches et le conseil municipal du 4eme arrondissement de Lyon est envahi pour protester contre

la réforme. Le ton est donné, le Comité de Lutte apparaît de plus en plus comme une force combative avec laquelle il faut compter. Dans le même temps, il se dote d'une commission action/suivi qui sert de fait à mettre en œuvre les décisions prisent démocratiquement lors des A.G., qui sont bien entendus ouvertes à tous et toutes. Ainsi de par ce travail, la démocratie est réellement appliquée et mise en œuvre.


Blocage de la raffinerie de Feyzin, le jeudi 13 avril

Dans l'action, certains militants des organisations opportunistes ou réformistes se mettent à soutenir de fait l'unité. L'A.G. du C.L. grandit avec la lutte contre la réforme et en représente une des pointes avancées derrière les syndicats. Elle permet de réunir des non-syndiqués, méfiants de la direction prise par les grandes centrales. Mais aussi des syndiqués combatifs, heureux de pouvoir se coordonner au-delà de leur branche de métier, ou encore des syndiqués isolés, espérant un soutien moral, organisationnel et financier pour tenir jusqu'au bout. Un bel exemple d'unité est une opération de tractage portée par l'Intersyndicale. Le C.L. se porte en soutien montrant ainsi que l'unité à la base de la classe est primordiale. Conscient de leur force, les militants syndicaux eu-même décident de bloquer le périphérique. Enthousiasmés, les militants du C.L. prennent des barrières, des poubelles, et érigent deux barrages filtrants à deux points de la ville, pendant que la majorité du C.L. envahi la rocade avec la C.G.T. près de Perrache. C'est le début du mois de mars et la force de l'unité s'impose à beaucoup de syndiqués combatifs comme une évidence : syndiqués cheminots, gaziers, de la chimie ou syndiqués étudiants seront désormais plus nombreux aux A.G. du C.L.

D'autres A.G. se tiennent, sur des bases relativement similaires : celle de l'éducation de Vaulx-Villeurbanne, née lors de la lutte en 2019, celle d' A.G Culture et celles interprofessionnelles de quartier à l'initiative des cheminots de Perrache et Part-Dieu, réactivées lors des grandes luttes sociales.. Ces A.G. connaissent un succès encourageant en comparaison des A.G. sur les lieux de travail, pour une raison simple : elles n'ont pas de direction. C'est d'ailleurs une des raisons principales de l'échec des A.G. sur les lieux de travail. La classe ouvrière à bien conscience de ne rien pouvoir décider en A.G., et que c'est l'intersyndicale qui décide. Sans direction, sans comité d'action ou de suivi, exécutant les décisions de l'A.G., rien n'est possible. Les masses le savent, et sans lutte politique pour des directions lors des luttes, les masses ne reviendront pas dans les A.G. Un des rôles des révolutionnaires est de prouver l'importance des directions, et de montrer le chemin pour les construire : dans les luttes, les éléments les plus investis, honnêtes et dévoués, luttant pour l'unité, doivent former des directions : que ce soit dans les A.G., dans les syndicats, dans les comités populaires, dans les associations de locataires, etc. De fait, les masses exigent une direction, une direction démocratique et révocable mais une direction, car sans ça, pas d'organisation donc pas de victoire ni d'émancipation. L'organisation est une des bases de notre société et des sociétés, la question est de savoir, quel forme prend la direction et au service de qui. Mais de fait il n'existe aujourd'hui aucun mouvement ou organisation sans direction, qu'elles soient cachées ou niées. Le C.L a su répondre démocratiquement à cette exigence de lutte et de changement, c'est une des clés de sa réussite.

Bien sûr, entre autres, les activistes révolutionnaires ont dû mener la lutte de lignes pour la direction, car rien n'arrive sans efforts. En effet, comme nous l'expliquions dans un article paru dans le numéro 8 de Nouvelle Époque, l'unité implique la lutte politique, car une unité se fait sur des principes. De fait, une direction s'est construite, avec une liberté tactique approuvée par l'A.G. La direction peut donc décider d'actions sans le vote de l'A.G., à partir du moment où le principe de l'action a été validé par cette A.G.. Toutefois, elle est responsable devant l'A.G., à qui elle rend des comptes, et peut être révoqué. La conscience politique des membres de cette commission est un aspect essentiel ; se détacher de la masse de l'A.G. la rendrait inopérante, empêcherait le développement de l'action et compromettrai les chances de victoire. De plus, la majorité des membres de la « direction » sont des membres actifs, combatifs et dévoués : ils et elles ne sont pas arrivés là par des manœuvres politiciennes, mais grâce à la confiance de la majorité, grâce à leur investissement permettant de réaliser les tâches votées par l'A.G., grâce à leur niveau de conscience politique. Bien sûr, au sein de la direction, la lutte politique continue : mais elle est ouverte, et vise l'unité. La lutte de ligne est quelque chose de fondamentale pour toute organisation, elle est la preuve que l'organisation existe et vit. Sans lutte de ligne, pas de vie, c'est donc quelque chose à célébrer et non à craindre et rejeter.

Reprenons depuis le début. Nous l'avons vu, l'unité se construit à la base, basé sur la conscience de classe. Non pas suite à des discussions de cabinet, mais dans l'action, sur le terrain, et dans les A.G. ouvertes et unitaires. Ainsi, au plus fort de la lutte, l'A.G. à rassemblé plus de 300 personnes à la Bourse du Travail en même temps et un réseau de plusieurs centaines de personnes se mobilisant de manière irrégulière. L'A.G. a pu être à l'initiative d'une opération « ville morte » et en prépare une seconde – en coopération avec d'autres autres A.G. et des syndicats de branches. Pour les activistes, c'est une preuve que la ligne syndicaliste classiste et anti-opportuniste est juste. L'élévation du niveau de la lutte des classes à un prix : la lutte constante, consciente et patiente pour l'unité, cadre de la lutte pour l'élévation de la conscience politique au travers de la pratique et de la lutte des deux lignes. ■

Brèves de presse

On va pas attendre le 8 juin !

Le samedi 6 mai, plusieurs milliers de personnes ont défilé entre Marseille et Lyon en réponse à l'appel du Comité de Lutte Lyon et des UD syndicales, contre la réforme des retraites. Une initiative importante étant donné que les directions syndicales ont capitulé devant l'agenda du gouvernement, proposant une prochaine date le... 8 juin !

Malgré l'interdiction de manifester et malgré les provocations policières, les manifestants auront défilé dans 2 des 3 plus grandes villes de France pour redire leur opposition à la réforme des retraites, à la bourgeoisie et à son capitalisme. Montrons-leur notre détermination ! ■



Manifestation contre la réforme des retraites et l'inflation organisée par le Comité de Lutte de Lyon, 6 mai 2023

TOTALement dans leur rôle

TotalEnergies a assigné Greenpeace en justice le 28 avril dernier. Le monopole réclame à la justice bourgeoise qu'elle oblige Greenpeace à retirer un rapport paru en 2022. Dans ce rapport, Greenpeace réfute les déclarations de Total selon lesquels la compagnie aurait émis 455 millions de tonnes de CO^2 en 2019, et affirme que la réalité est de 1,637 milliards de tonnes. Total a saisi la justice pour «diffusion d'informations fausses et trompeuses». L'ONG dénonce une "poursuite-bâillon". Comme d'habitude, les grands monopoles qui pourissent la vie sur Terre pour les prolétaires vont tout faire pour éteindre les oppositions et faire disparaître les voix qui se lèvent. ■

Not my king

Au Royaume-Uni, de nombreux sujets de sa Majesté ont dénoncé les interdictions et menaces qui ont pesé sur tous les contestataires au couronnement de Charles III ce samedi 6 mai. Il est impliqué dans de nombreux scandales, cité dans les Paradise Papers pour avoir placé de l'argent aux îles Caïman et pour avoir fait pression sur le gouvernement pour faire évoluer des projets de lois concernant le changement climatique en faveur d'une société basée aux Bermudes, possédée par un de ses amis et dans laquelle il tient des parts.

Les contestataires ont été interdit de chanter «*not my king*» («*pas mon roi*») ou de brandir des pancartes, menacés par les chiens de garde de la vieille monarchie de se faire interpeller. Cela n'a pas empêché les opposants de se faire entendre, avec par exemple les supporters du Celtics Glasgow qui ont chanté «*you can shove your coronation up your arse*» («*tu peux te mettre ton couronnement au cul*»), recevant un soutien important des quatre coins du globe. ■

Mayotte, nouvelle école de la répression française

Mayotte, une colonie de l'impérialisme français, est de nouveau sous le feu des projecteurs. En effet, le ministère de l'intérieur a entrepris de mettre en place un nouveau chapitre de l'histoire de la répression française en s'attaquant aux immigrés clandestins de l'île mahoraise, issus majoritairement des autres îles comoriennes : c'est l'opération «Wuambushu».


Emeutes durant l'opération Wuambushu

L'histoire de cette région du monde étant peu connue, nous ne pouvons nous passer d'un rappel historique concernant l'archipel comorien. Les Comores constituent un ensemble géographique ancien uni par l'appartenance ethnique, l'histoire commune des quatre grandes îles qui composent l'archipel et la religion des habitants, l'Islam. C'est une réalité que la France reconnaissait lors de sa colonisation de l'archipel en 1843 et jusqu'à l'« indépendance » en 1975. Cependant, depuis 1975, l'instrumentalisation de conflits passés entre les habitants de Mayotte et les autres îles des Comores et le financement des services français des notables de Mayotte (une élite francophile qui a pour rôle d'assurer que le rattachement permettra un meilleur niveau de vie de la population, alors que 84 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, pendant le PIB par habitant est 9 fois supérieur à celui des autres îles des Comores) a eu pour résultat un vote au cours duquel a été voté à 64 % le maintien de Mayotte sous le giron français. Ce vote se déroule alors que 80 % de la population mahoraise à l'époque était analphabète, ne savait pas parler français et avec des faits de violence, d'intimidations et même d'expulsions des comoriens de Mayotte, partisans de l'unité de l'archipel.

Mais pourquoi le pouvoir français a-t-il voulu garder Mayotte ? Citons le site des archives de la Défense Nationale, après le déplacement de la base de la Légion Étrangères de la Grande Comore vers Mayotte en 1975 : *«cette base constitue le point d'appui principal du théâtre «Océan Indien» pour assurer la surveillance des zones économiques exclusives associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité, contribuer à la lutte contre l'émergence des nouvelles menace liées aux trafics et conserver une capacité régionale d'intervention rapide»*. En bref, la France a gardé Mayotte pour surveiller et défendre ses intérêts économiques en Afrique et surveiller ce que les autres impérialismes font dans la région.

L'île a maintenant une nouvelle utilité pour l'impérialisme français, avec l'avènement de l'opération secrète de Darmanin à Mayotte nommée "Wuambushu" (terme qui signifie "Reprise" en Mahorais), validée par Emmanuel Macron et que le syndicat SGP-Police considère comme une opération qui apportera de nouvelles méthodes à importer en Hexagone pour mener la répression anti-immigration.

Pour cette opération, un demi-millier de policiers spécialisés dans la répression des quartiers populaires et des mouvements sociaux (comme la brigade CRS-8) ont été déployés en renfort des 750 policiers et des 600 pandores déjà présents. Le but de l'opération ? «*Nettoyer l'île*» en 2 mois en expulsant les immigrés illégaux, ce qui permet aussi dans le contexte actuel de préparer la présentation de la loi immigration au parlement. Les missions des policiers sont : la destruction en 2 mois de tous les bidonvilles à l'aide d'engins de chantier, d'arrêter et de renvoyer un maximum d'immigrés illégaux, d'arrêter tous les trafiquants, passeurs et délinquants de l'île.

Tous les acteurs de terrain considèrent, outre cet apprentissage de nouvelles méthodes, que cette opération est avant-tout un «coup de com'» voué à l'échec : cette opération a plutôt provoqué l'embrasement de l'île dans des révoltes. L'opération mi-policière mi-coup de com' rencontre une contestation qui contrecarre les plans de Darmanin. Outre les mauvais résultats et les associations habituelles comme le Droit Au Logement (DAL) ou la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) qui se soulèvent contre cette opération, des membres de la justice française ont déclaré l'expulsion de certains bidonvilles illégales car ne respectant pas les conditions d'expulsions et de relogement.

Le principal problème rencontré par l'Etat français réside dans le fait que les Comores, petit archipel de l'océan Indien, tiennent tête à Paris, preuve que l'impérialisme français est dans une grave crise. En effet, Azali Assouman, président des Comores, s'est engagé dans un bras de fer diplomatique avec la France en refusant de recevoir un bateau transportant 60 Comoriens renvoyé sur la Grande Comore en prétextant qu'ils n'étaient pas dotés de leur carte d'identité. Le 27/04, l'archipel a informé qu'il rouvrirait ses ports aux bateaux en provenance de Mayotte transportant uniquement des Comoriens dotés d'une carte d'identité, ce qui est assez rare pour des immigrés illégaux de garder les papiers de leur pays d'origine.

Les masses de Mayotte sont nombreuses à aller au front contre les policiers en exercice pour protester contre cette nouvelle opération de destruction massive de leurs habitats, qui ne fait aucun sens pour elles. En bref, nous n'avons pas fini d'entendre parler de *Wuambushu* et de voir le gouvernement Macron continuer de se ridiculiser en menant sa guerre anti-peuple. ■

En pleine guerre, la France reconnaît officiellement le "Holodomor"

Le vendredi 27 janvier, au début du mouvement social contre la réforme des retraites, une proposition de résolution visant à reconnaître le "Holodomor" comme un génocide est proposée à l'Assemblée Nationale. Le mardi 28 mars, cette résolution a finalement été adoptée.



"L'Armée Rouge ukrainienne est en train de libérer son peuple !", affiche de 1919

Qu'est-ce que le "Holodomor" ? De l'ukrainien Holod (faim), et Mor (extermination), ce terme signifie littéralement "l'extermination par la faim". Il est inventé en 1943 par les fascistes ukrainiens, collaborateurs du régime de Hitler, pour désigner la famine de 1932 – 1933 en URSS.

L'objectif de cet article n'est pas d'aller en profondeur dans le sujet, vaste et complexe – un article bien plus fourni qui sortira plus tard est nécessaire -, mais de dénoncer cette nouvelle manipulation historique dont fait part la bourgeoisie française. La déformation des faits, actuels ou passés, est le propre de la classe dirigeante, car elle doit par tous les moyens cacher son appartenance de classe et le fond pourri qu'elle porte.

La réalité, c'est que le "Holodomor" est un enjeu politique, ce n'est absolument pas un fait établi. Si l'on nous apprend à l'école que le gouvernement soviétique, dirigé par le Camarade Staline, a délibérément affamé la population ukrainienne afin de la mater, ce n'est pas du tout le consensus scientifique accepté par les historiens. Depuis quelques années notamment, une nouvelle vague de chercheurs ayant eu accès à de nouvelles archives déclassifiées à Moscou ont pu remettre en cause, sources à l'appui, le mythe du "Holodomor", inventé de toute pièce par les fascistes ukrainiens et allemands, appuyés par la suite par la CIA des Etats-Unis. Ce mythe a en effet pu se développer tranquillement après la mort de Staline et le coup d'État capitaliste de Khrouchtchev en URSS, car il fut appuyé de l'intérieur même du pays. De plus, dans le contexte de la guerre froide, les historiens US hégémoniques pouvaient raconter ce qu'ils voulaient, et, faute de sources, inventaient à tort et à travers... Aujourd'hui, à la vue des sources, absolument rien ne montre une quelconque implication du gouvernement soviétique dans la famine, c'est d'ailleurs l'inverse : celui-ci a tout fait, à partir du moment où il a été informé du désastre, pour endiguer la vague de faim qui s'est étendue à toute l'URSS. C'est d'ailleurs une des grosses contradictions des partisans du "Holodomor", car la famine a en réalité touché plusieurs républiques soviétiques, et pas seulement l'Ukraine – dès lors, le narratif ne tient plus debout.

A travers ce mythe historique, de pseudo-historiens ont voulu faire penser que Staline et les bolcheviks "détestaient" l'Ukraine et la voyait comme inférieure. Comment penser cela quand tout montre le contraire ? La nation ukrainienne n'a connu un véritable développement et épanouissement (à travers la pratique de la langue, la culture, etc.) que grâce à l'URSS. L'Ukraine, sous le socialisme, était au centre des attentions du gouvernement central, et n'était aucunement vue comme inférieure. Celles et ceux qui ont propagé et défendent encore la thèse du "Holodomor" profitent en fait du juste sentiment national ukrainien, qui s'est redéveloppé quand l'URSS est devenue social-impérialiste et que l'Ukraine elle-même est devenue une semi-colonie à nouveau. Aujourd'hui encore, les laquais de l'impérialisme, qui pour l'instant dirigent la lutte de libération nationale du peuple ukrainien faute de mieux, parlent à tout va de cet "Holodomor" et lui font la part belle. Ils encensent le fasciste Bandera et crachent sur la période socialiste, réécrivant l'histoire à souhait.

Ce n'est pas un hasard si le débat a été posé sur la table en France en 2008, quand l'Union Européenne décide de reconnaître ce "crime" alors que l'Europe sombre dans la crise. D'ailleurs, élément notable, en Belgique l'Assemblée a fait appel à des historiens experts, qui ont recommandé de ne pas considérer cette famine comme un génocide, avis évidemment rejeté par la bourgeoisie. La France n'a même pas pris cette peine.

La reconnaissance officielle par le gouvernement français du "Holodomor" est un marqueur politique. Il faut la replacer dans le contexte de l'agression russe sur la nation ukrainienne, où la France s'aligne clairement sur les positions de l'OTAN et de son laquais Zelensky. Dès lors, c'est un geste politique fort que de montrer aux "Ukrainiens" que la France a la même vision qu'"eux". De l'autre côté, c'est montrer de la distance vis-à-vis de la Russie et son histoire, c'est continuer à propager l'image du Russe dur et impitoyable par nature. Au final, tout cela sert le conflit en cours et le nourrit ; pendant ce temps, les familles ukrainiennes sont décimées.

Alors que la seconde grande crise de l'impérialisme se développe et qu'une nouvelle grande vague de Révolutions prolétariennes débute dans le monde, la propagande anti-communiste est réactivée pour tenter d'éteindre l'incendie qui gagne la maison, et pour tenter d'éloigner les masses de l'ennemi stratégique principal de la bourgeoisie, les révolutionnaires qui s'organisent armés du Marxisme. Seulement, leur politique criminelle et leur propagande mensongère ne peuvent plus prendre, le vieux monde est déjà incandescent et on peut d'ores et déjà dire que "tout a commencé". ■

Noyau d'Etude Marxiste : *Contre le "radical-réformisme"*

Le Comité de Rédaction de Nouvelle Époque a décidé de publier ce texte reçu par mail du Noyau d'Etude Marxiste (NEM), qui traite de l'article "*Face à la radicalisation autoritaire, pour une réponse démocratique radicale par en bas*" de Juan Chango, journaliste d'obédiance trotskyste pour le média Révolution Permanente, afin de participer au débat d'idées dont le mouvement révolutionnaire a besoin.

La stratégie est au coeur de toute chose, et la ligne politique d'une organisation la reflète. Au coeur de la ligne politique, il doit y avoir la ligne militaire, c'est-à-dire la question de la conquête du pouvoir par la violence révolutionnaire, non par choix mais par nécessité révélée par l'Histoire de la lutte des classes. Tout projet politique révolutionnaire qui navigue à vue ne peut tomber que dans l'opportunisme et le révisionnisme - en un mot dans la trahison des interêts de la classe. Si la fermeté idéologique n'est pas au rendez-vous, nous bâtissons un chateau de cartes, les premiers détours font s'effondrer l'édifice et en premier, nos certitudes. Il n'y a qu'un seul chemin pour la conquête du pouvoir et donc une seule stratégie, qui elle-même ne peut être qu'universelle, c'est-à-dire adaptable dans ses principes à n'importe quel endroit de la Terre. En tant que marxistes, il est aussi central de mettre au poste de commandement la ligne prolétarienne, c'est-à-dire le point de vue de la classe sur chaque aspect d'une situation.

L'article "*Face à la radicalisation autoritaire, pour une réponse démocratique radicale par en bas*" de Juan Chango, journaliste dans le périodique Révolution Permanente, est un exemple de problèmes posés par une vision unilatérale ne comprenant pas, au fond, le matérialisme dialectique, couplé avec l'absence d'une stratégie juste et claire qui fait sombrer la «*Grande Idée*» dans l'opportunisme.

*"L'explosivité de la lutte des classes en France est en grande partie le produit de la dureté du régime bonapartiste de la V*ème *République."* : voilà l'analyse de base du texte, dont le déroulé mène à une montagne d'opportunisme. Cette analyse marche sur la tête : c'est **parce que** la lutte des classes dans le pays est forte que le régime se réactionnarise. La base de la lutte des classes est économique, mais bien entendu elle s'exprime dans un cadre historique qui est le développement de la lutte des classes dans un cadre national donné. Le premier point, dont tout découle, c'est que le monde affronte la **seconde crise générale du capitalisme, celle de la décomposition de l'impérialisme.** C'est la pire crise de l'Humanité, et en même temps celle de son salut, car le vieux monde agonise et le nouveau pointe à l'horizon.

L'impérialisme français est violemment touché par cette situation. Il est le maillon faible des puissances secondaires, sa zone d'accumulation impériale étant bestialement attaquée par la concurrence féroce des autres impérialismes, la désindustrialisation ayant atteint un seuil critique tandis que les monopoles ont renforcé leur poids dans toute la structure économique. Si nous couplons cela au «malentendu historique» issu de 1789, au cours duquel l'égalité politique vite acquise a supplanté l'espérance trahie de l'égalité économique, et dont le résultat le plus flamboyant est cette longue guerre civile «*tantôt ouverte tantôt larvée*», nous avons un cocktail détonnant. Nous avons là la seule base pour toute analyse juste.

La réactionnarisation actuelle est la réponse de la bourgeoisie à sa propre crise. Elle est affolée et en déclin, et doit restructurer l'appareil productif à vitesse grand V pour qu'il continue a être concurrentiel. Mais comme un malheur (pour elle) n'arrive jamais seul, elle doit aussi rapidement réarmer le pays pour participer au repartage du monde, qui devient de plus en plus tendu entre grandes puissances, et dont l'arrière plan est l'affrontement USA-Chine.

Bien que l'auteur nous expose des faits pertinents et s'appuie sur des auteurs comme Serfati, dont les travaux sont de qualités, il part d'une regard bourgeois, c'est-à-dire en omettant que la militarisation de l'Etat est le résultat de la lutte des classes. Il y a bien sûr une vision particulière de l'Etat en France, issue de son long développement historique, lui-même résultat de la lutte des classes. Le gaullisme, version moderne du bonapartisme, a pensé régler la contradiction historique que connait la France par rapport à la question de l'Etat. L'Etat, comme machine de répression restructurant le capital mais aussi comme garant du bien-être du peuple avec son "côté social", voilà la contradiction qui est en train de voler en éclat.

Tout au long de l'article, nous sentons poindre le désespoir - désespoir qui est propre à une position de classe que l'auteur exprime, car aucun "point de vue" n'est neutre. Cette position de classe se révèle à la fin de l'avant-dernier paragraphe :

"Tout ce cocktail explosif, entre renforcement des mesures bonapartistes, offensive du ministre de l'Intérieur contre le « terrorisme intellectuel de l'extrême gauche » face aux accusations de violences policières, durcissement de la lutte des classes et plus grande acceptation de la violence, laissent entrevoir, indépendamment du résultat de la lutte actuelle, une continuité de l'instabilité et des explosions sociales dans les années à venir. Et ce d'autant que la banqueroute croissante du capitalisme français, accélérée par la perte de poids de la France sur la scène internationale, comme on l'a vu dans le cadre de la guerre en Ukraine ou de ses reculs en Afrique, et la continuité de sa désindustrialisation relative, ***n'augurent pas d'une prospérité qui pourrait aider à adoucir les fortes tensions sociales et politiques à l'œuvre****."*

Pourquoi un révolutionnaire devrait s'inquiéter du chaos ? La Révolution ne naît pas de champs de roses sous serres, mais du pourrissement toujours plus grand de la structure économique, de l'Etat et de la société dans son ensemble. L'impérialisme, en se décomposant, écrase toujours plus le prolétariat, qui en retour se révolte toujours plus. Qui veut donc "*adoucir les fortes tensions sociales et politiques*" si ce n'est les réformistes ? Un révolutionnaire se sert de la situation pour lutter pour la seule chose qui peut régler les problèmes exposés dans ce texte : la Révolution Prolétarienne.

Au fond et comme toujours, il y a cette peur panique de la violence incontrolée, de la perte de contrôle : pourtant la Révolution ce n'est pas un acte pacifique, c'est tout l'inverse. Le règlement des contradictions ne peut être qu'une explosion de rage et de colère. L'auteur ne voit pas l'autre côté de la contradiction du noir



Tête de la manifestation du samedi 12 décembre 2020

tableau qu'il dresse, car si la bourgeoisie en arrive au point de s'assoir sur ses propres lois, de gouverner par décret, de détruire le mythe parlementaire, de réprimer en brisant le cadre démocratique, c'est que cela va très mal pour elle ; et donc, de fait, que cela va très bien pour la Révolution. La Révolution arrive, comme nous l'a dit le Grand Lénine, **quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant et que ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés comme avant. Nous nous dirigeons vers cela, c'est notre moment historique.**

Tout cela s'exprime dans le dernier paragraphe, dans lequel le journaliste va même contre la ligne de sa propre organisation par désespoir et faiblesse idéologique. Il se rend compte que « *nous ne sommes pas encore en condition de remplacer Macron par 'un gouvernement des travailleuses et des travailleurs, des classes populaires et de toutes et tous les exploités et opprimés, en rupture avec le capitalisme'* » (**NDLR : le programme de Révolution Permanente aux élections présidentielles**). Bien entendu, nulle part l'organisation n'a expliqué une stratégie claire pour arriver à ce gouvernement de travailleurs. Il y a un immense vide stratégique qui permet donc un retour "*à la radicalité de la Révolution Française*". Pour l'auteur, le palliatif à la crise de la démocratie bourgeoise c'est une démocratie bourgeoise radicale, type robespierriste. 1793 était et restera l'apothéose de la Révolution Bourgeoise, les germes de la Dictature du Prolétariat y étaient bien présents, mais parler de régler les problèmes en changeant la superstructure et sans toucher à l'infrastructure, aux monopoles, et à "l'économie", **c'est du réformisme radical, rien d'autre**. Quand bien même cela serait possible, il n'est nulle part écrit comment arriver au but affiché : *« la Convention de 1793, instaurant une assemblée unique dont le rôle ne serait pas de parler pendant que le gouvernement gouverne, mais de légiférer et gouverner en combinant les pouvoirs législatifs et exécutifs. Ses membres seraient élus pour deux ans, au suffrage universel, avec une majorité fixée à 16 ans à la proportionnelle intégrale, sans discrimination de sexe ou de nationalité, élargissant la citoyennété à toutes celles et ceux qui vivent et travaillent sur le territoire national. Les députés seraient révocables à tout moment si leurs décisions contredisent le programme pour lequel ils auraient été élus ou les intérêts de la population, et avec la possibilité de convoquer un nouveau scrutin si une proportion suffisante du corps électoral l'exige. Pour en finir radicalement avec la professionnalisation de la politique, marquée par ses indemnités indécentes des élus et leurs privilèges, les députés recevraient le salaire d'un ouvrier spécialisé ou d'un enseignant.*"

Jamais la bourgeoisie n'acceptera ce programme - et si elle accepte, c'est qu'elle y sera forcée par la force des armes. Mais si le prolétariat est en armes, alors la question sera de tout prendre, d'exproprier les expropriateurs, d'instaurer la Dictature de la majorité sur la minorité et d'instaurer le Socialisme.

A noter qu'il n'est pas question de saborder les droits démocratiques : au contraire il faut les défendre, car moins il y a de droits, moins il y a de marge de manoeuvre. Cette ligne n'est pas en contradiction avec la question de la violence révolutionnaire, car dans les faits elle la sert. Démontrer aux larges masses, par la défense de nos libertés, que ce système est une dictature d'une minorité de monopolistes sur la majorité qui sont les créateurs de richesse, est une nécessité. Dénoncer les violences policières, les magouilles des gouvernements, la corruption, etc., participe à saper l'autorité de l'Etat de la bourgeoisie. A vrai dire, il y a impossibilité de stopper la lutte des classes. Les droits démocratiques seront étendus au maximum sous le Socialisme, ils parfaireront les droits actuels gagnés de hautes luttes. La Révolution Prolétarienne sera effectivement la fermeture de la phase ouverte en 1789 pour en ouvrir une qui sera le mouvement vers le Communisme toujours aussi lumineux.

Que disons-nous donc, nous révolutionnaires ? Nous disons qu'il n'y a pas de Révolution sans guerre civile, car la bourgeoisie va se battre comme un diable et jamais se rendre. La question centrale c'est que cette guerre civile doit être la perspective immédiate de toute action politique révolutionnaire. Elle doit être le coeur, l'idée guide, la ligne de mire, de tous ceux et celles qui veulent véritablement en finir avec la barbarie. Il n'y aucun retour en arrière possible car la roue de l'Histoire ne peut aller à l'envers. ■

Le 1er mai d'une nouvelle époque



La crise générale de l'impérialisme, qui ne cesse de s'approndir, vient briser son vieux monde en réactivant la lutte des classes de manière aigüe. Tout le vieux monde est bousculé dans ses certitudes. Le 1er mai 2023 est une rupture avec le monde de la normalité capitaliste, qui se développait depuis 40 ans sur le dos des pays du tiers-monde et de la classe ouvrière nationale.

Pour la première fois depuis des décennies, le 1er mai, d'aventure si calme et guidé par la routine des directions corporatistes syndicales, s'est mué partout dans le pays en un affrontement direct avec les forces de l'ordre capitaliste. La combativité a été exemplaire, mais ce qui change de l'ancienne époque c'est le soutien des Masses populaires à la violence révolutionnaire. C'est que, aujourd'hui, et c'est le point de rupture principal, tout le monde commence à sérieusement poser la question du pouvoir. Face au Régime anti-peuple, au style bonapartiste exacerbé, les classes populaires savent que sans violence nous n'obtenons rien dans le pays.

D'un côté la répression policière, loin de casser les esprits, et l'attitude de Macron se prenant pour un Président de droit divin enracinent la rage dans le peuple. La situation est telle que certains commencent à se poser des questions sur le "maintien de l'ordre" à la française si longtemps montré comme exemple. La stratégie française du "maintien de l'ordre" est à l'image du Régime de la Ve République : efficace en période de reflux de la lutte des classes, mais créateur d'instabilité pour la bourgeoisie dans la période de développement de celle-ci. De l'autre côté, alors que le Régime politique devrait attenuer la lutte des classes par divers dispositifs, la Ve République agrave la situation. Situation d'autant plus aggravée que l'Histoire de France depuis la Grande Révolution Bourgeoise de 1789 n'est que la lutte des Masses populaires pour l'égalité, entendue comme égalité économique. Le Pouvoir est aussi affaire de symbole, et nous pouvons dire que la gestion Macroniste est une catastrophe pour la classe dominante et c'est tant mieux.

Là ou le changement d'époque est le plus marquant, c'est dans les secteurs organisés de la classe (les syndicats) qui étaient par le passé privilégiés par rapport au reste des travailleurs subalternes, et qui aujourd'hui commencent à sortir du cadre. Le développement de la crise ne permet plus aux Impérialistes français de continuer à garder un système social qu'ils perçoivent comme obsolète et surtout comme un frein à une restructuration de l'appareil productif.

Bien. Nous avons donc une situation révolutionnaire en développement inégal, c'est la réalité de la lutte des classes dans le pays qui le proclame. Tout se développe de manière inégale, c'est à dire par bond, ralentissement, accélération et reflux. Il y aura donc des calmes relatifs suivis d'explosions

encore plus forte et cela jusqu'à la Révolution Socialiste. Rien n'était retombé après les Gilets Jaunes, rien ne va retomber après la bataille des retraites. Les Masses apprennent et ne sont pas dupes, personne ne croit aux " 100 jours d'apaisement" mis à part ceux qui veulent y croire et ils sont de moins en moins nombreux. Cette Nouvelle Epoque que nous vivons dans le pays est conforme à la situation du Monde qui rentre dans une nouvelle ère de Révolutions Prolétariennes, ère qui va voir les guerres populaires s'étendre sur tout le Globe.

Il n'est donc plus question pour les Révolutionnaires d'être des "suivistes ou des attentistes", il nous faut passer à l'offensive, nous positionner pour être choisis comme Avant-garde. C'est une nécessité car les Masses oscillent entre espoir et désespoir, et nous devons garder à l'esprit qu'elles trouvent toujours une porte de sortie à leurs problèmes. Aujourd'hui, en relation avec le développement des forces subjectives de la Révolution, notre marge de manoeuvre est réduite pour diriger les esprits et les corps vers la seule solution viable pour la grande majorité du Peuple, celui de la Révolution Prolétarienne. Le risque est donc grand d'avoir un gouvernement encore plus réactionnaire dans 4 ans, mais qu'a cela ne tienne ! Cela signifiera simplement une nouvelle étape de la Lutte des Classes et une nouvelle avancée vers la Révolution. Un régime ultra réactionnaire en France ne sera que l'expression du désespoir des Masses et surtout de la faillite du mode pacifié de domination bourgeoise. Il ne faudra pas attendre 100 jours pour que ce gouvernement dévoile son contenu celui encore plus anti-peuple, encore plus anti-démocratique, encore plus anti-ouvrier.

Quoi qu'il en soit, l'heure est décidément à la lutte, nous devons nous préparer dans l'action à de nouveaux bonds encore plus éblouissants. Le second quinquennat Macron doit être celui de la crise de Régime, de l'ingouvernabilité et, enfin de compte, du blocage de la restructuration capitaliste sur le dos du Prolétariat. Parce que le monde est unique ce qu'il se passe ailleurs sur Terre est central pour le développement révolutionnaire interne. Le tiers-monde est lui aussi en ébullition et chaque avancée de la Révolution dans un grand pays d'Amérique Latine, le Brésil par exemple, aura d'immenses répercussions sur les Masses populaires. Les luttes entre grandes puissances pour conquérir sur le dos des autres de nouveaux marchés participent au chaos et donc au retour de la lutte des classes.

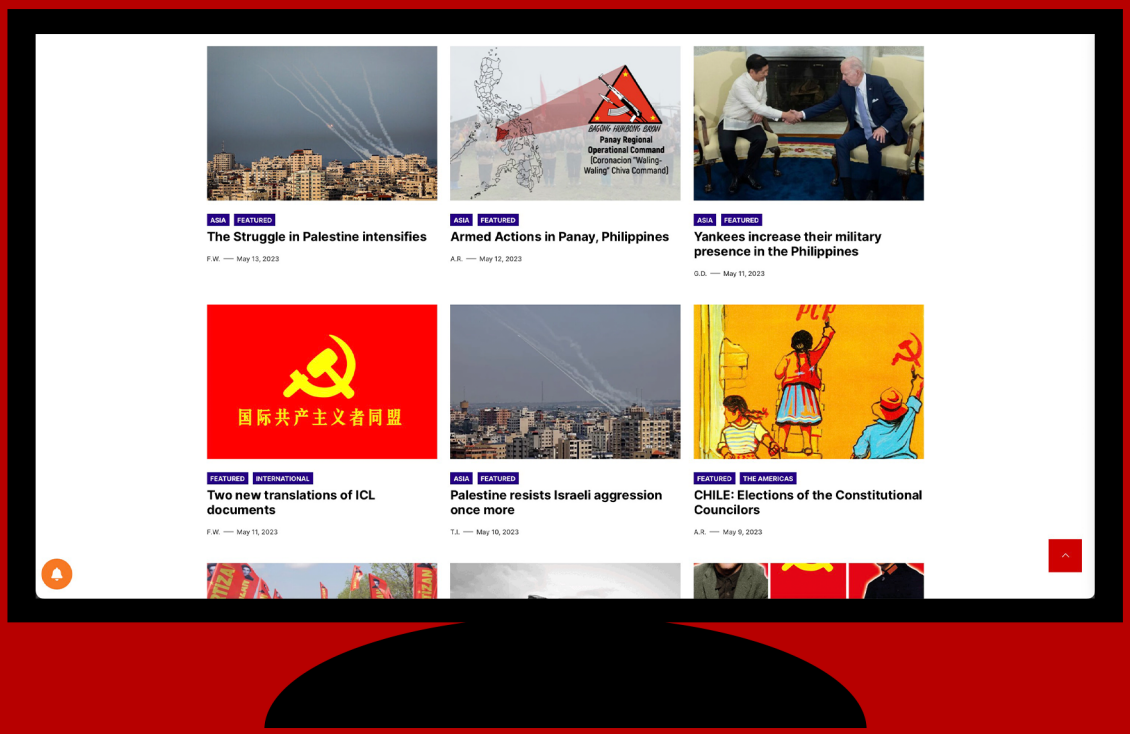
Macron comme symbole de l'ancien monde est détesté par de larges secteurs de la population. Les Gilets Jaunes, la bataille des retaites et ce 1er mai, sont celui du nouveau en gestation. Il va falloir du temps pour que tout trouve son chemin mais plus rien ne sera comme avant. Nous avons devant nous la validation toujours grande et forte du Marxisme qui nous dit que la lutte des classes est bien le moteur de l'Histoire. Au coeur de cette lutte nous trouvons, la politique, c'est à dire la question de qui dirige la société, en un mot le Pouvoir. Si cette question est aujourd'hui dans toutes les bouches c'est bien que la lutte des Classes aigues est bien revenue dans le Pays et cela va se confirmer toujours plus dans les mois et années à venir.

Tout n'est que question de Pouvoir, et il ne se conquiert pas dans des dîners mondains mais au contact fusionnel de l'affrontement séculaire entre la classe dominante et la classe dominée. ■



PARUTION DU NOUVEAU
JOURNAL INTERNATIONAL EN LIGNE

THE RED HERALD



Nous, les responsables de cette page web, sommes des journalistes et des activistes de différents coins du monde, unis par le souhait de fournir des informations à des lecteurs de tous horizons sur des questions que nous jugeons très intéressantes et importantes, et qu'il est difficile de trouver sur d'autres plateformes. Nous ne sommes pas une organisation, mais nous avons bien sûr des opinions bien arrêtées et, même si nous voulons être aussi ouverts que possible, nous ne publierons que des articles et d'autres documents qui ne vont pas à l'encontre de notre consensus de base.

Il nous arrive souvent de publier des nouvelles qui peuvent être controversées, mais nous croyons fermement que dans un monde dominé par les géants des médias appartenant à une poignée de personnes, il est plus que jamais nécessaire de promouvoir ce type d'information qui, espérons-le, pourrait déranger les maîtres de la guerre et de la destruction.

Tous nos efforts sont totalement non lucratifs, nous n'avons aucun intérêt commercial, et tout le travail effectué l'est bénévolement.

contact@redherald.org | redherald.org

Communiqué de Partizan suite aux attaques de l'Etat turc

Nous republions ci-dessous une traduction non officielle d'un communiqué de l'organisation révolutionnaire turque Partizan, qui fait suite aux récentes attaques menées contre l'organisation et ses membres. Nous sommes solidaires de la lutte des camarades pour la révolution dans leur pays et leur envoyons tout notre soutien. Vive la Révolution en Turquie !

PARTIZAN : NOUS NE CESSERONS PAS DE LUTTER. NOUS CONTINUERONS A LEVER LE DRAPEAU DE LA LUTTE AVEC NOS PRISONNIERS ET NOS AMIS

Partizan a été le dernier objectif des attaques contre les organisations démocratiques révolutionnaires, en particulier le Parti de la Gauche Verte, avant les élections. Il est clair que cette attaque contre les militants et les lecteurs de *Partizan*, comme d'autres attaques, vise l'ensemble du mouvement révolutionnaire et démocratique. Nous avons eu l'honneur de nous tenir côte-à-côte avec tous nos amis qui étaient conscients de cela, qui ont pris position et ont fait une déclaration de solidarité. Nous mettons en avant l'espoir créé par cet acte, qui incarne l'importance et la nécessité de la solidarité révolutionnaire...

Nous ne doutons pas que cette attaque contre *Partizan* n'est pas la fin. Au fur et à mesure que la lutte se poursuit, les attaques, les détentions et les arrestations sont inévitables. Nous sommes toujours prêts à y faire face. Nous avions déjà le pouvoir et la conscience pour y faire face hier, et comme les arrestations précédentes, ces dernières arrestations sont le résultat de l'intolérance envers la conscience révolutionaire ; révolution que nous poursuivons avec détermination, avec comme objectif la libération complète de l'ordre de l'oppression et de la spoliation. Il s'agit d'une intolérance naturelle que nous rencontrons en permanence dans la lutte des classes. Nos camarades qui ont été détenus et arrêtés en sont pleinement conscients. Cette conscience est la nôtre. Il faut absolument savoir que nous sommes dans la même position de résistance qu'eux face à l'attaque dont ils font l'objet.

Les raisons invoquées pour les détentions et les arrestations sont le travail journalistique, les actions légales et démocratiques, et les revendications abstraites basées sur l'expression pure. Presque tous nos camarades ont été pris à leur domicile en fracassant leur porte, avec des actions visant à créer de la peur et de l'anxiété. Contrairement à la nature des motifs d'accusation, l'objectif des détentions est principalement d'effrayer les masses. L'État, qui a fait une démonstration de force brute, a montré une fois de plus qu'il est impuissant face à la lutte révolutionnaire-démocratique. Le monopole de la violence est le seul soutien dont il dispose. Nous répétons une fois de plus qu'aucun pouvoir ne peut être plus puissant que le pouvoir du peuple. De même, aucun pouvoir d'État ne peut rester indifférent aux intérêts du peuple invincible. C'est pour cette raison qu'ils sont condamnés à être vaincus, parce qu'ils font face à l'opinion publique.

Lorsqu'ils attaquent, ils nous attaquent tous, l'espoir du peuple, la dynamique de la lutte. Notre position face à eux doit être la même. Nous ne doutons pas que le contenu de la solidarité révolutionnaire manifestée soit ainsi, et comme il l'est, il est grand et continuera à croître. Tant que le nombre de ceux qui ne se taisent pas augmentera, tant que l'on criera que nos camarades et amis arrêtés ne sont pas seuls, et surtout, tant que les drapeaux de notre lutte ne seront pas abaissés, nous verrons nos ennemis tomber.

Nous lançons le même appel à tous nos amis : ne succombez pas aux attaques contre la ligne politique démocratique et révolutionnaire. Cette ligne politique gagnera. A condition de ne pas renoncer à la solidarité. Défendons résolument les intérêts du peuple, continuons à brandir le drapeau porté par nos camarades et amis arrêtés...

Partizan, mai 2023



#DrSernasPresentacionConVida : 5 ans, c'est déjà 5 ans de trop !

Nous publions une traduction non-officielle d'un communiqué des camarades mexicains du Courant du Peuple – Soleil Rouge, une importante organisation révolutionnaire qui se bat pour la Révolution de Nouvelle Démocratie au Mexique.

Le 10 mai 2018, le Dr Ernesto Sernas García a disparu de sa maison à San Agustín de las Juntas, Oaxaca. Cinq ans se sont écoulés depuis ce crime d'État et, à ce jour, les autorités n'ont pas défini de ligne d'enquête, elles n'ont pas mis en œuvre de plan de recherche et les seules actions claires ont été promues par la famille et l'organisation du camarade, qui ont visité les différentes prisons de l'État de Oaxaca, parmi d'autres moyens de recherche comme la campagne internationale #DrSernasPresentaciónConVida, qui a bénéficié d'une large solidarité à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Cela fait maintenant cinq ans que ce crime contre l'humanité a été commis à l'encontre d'un intellectuel progressiste, d'un avocat démocratique et d'un professeur qui s'est engagé pour changer la société. (...)

Docteur Ernesto Sernas García, présentation vivant !

Parce qu'ils l'ont pris vivant, nous le voulons vivant !

#DrSernasPresentaciónConVida

Avec le Soleil rouge, le peuple va gagner !

CORRIENTE DEL PUEBLO SOL ROJO



11 DE MAYO | 9:00 HRS. | ZÓCALO | CD. DE OAXACA

5 años

ERNESTO SERNAS GARCÍA

#DrSernasPresentaciónConVida

SOUTENEZ-NOUS ! ABONNEZ-VOUS !

Nouvelle Époque est un journal qui a pour objectif de diffuser tout ce que le monopole des médias bourgeois condamne ou passe sous silence. Il doit servir à propager nos luttes, nos organisations de quartier, notre vision de l'actualité et du monde ; c'est un programme colossal.

Pour réaliser cet objectif, Nouvelle Époque doit être diffusé dans tout le pays. Nous nous dotons donc d'une édition imprimée nationale, qui est diffusée dans de nombreuses villes par des militants dévoués. Cette édition doit servir de support d'organisation : parlons de Nouvelle Époque à nos collègues, à nos amis, notre famille, aux voisins, pour diffuser la voix du peuple et contrer les médias dominants qui ont tous le même son de cloche !

Prix : 20 euros pour 1 an
Contact : nouvelle-epoque@protonmail.com

Rendez-vous sur
NOUVELLEEPOQUE.FR